

# **ÉVOLUTION DE L'ART MILITAIRE**

**TOME I**

*Alexandre Svetchine*

## CHAPITRE DOUZE

# La Révolution française

**La construction militaire de la révolution.** L'étude des destins de l'art militaire pendant la période de la révolution française, comme dans d'autres périodes révolutionnaires, présente des difficultés dans la mesure où, dans la lutte révolutionnaire, nous entrons dans le domaine de l'empirie. Chez Maurice d'Orange, Gustave-Adolphe, Louvois, chez les rois prussiens, nous voyons un objectif défini, une action planifiée et un programme réformiste connu. Dans la lutte révolutionnaire, en revanche, c'est la volonté terrible de victoire qui domine, la nécessité commande—et, en conséquence, les ordres, règlements et rapports, ainsi que les réformes, sont encore réfléchis et rédigés selon une ancienne façon de penser, tandis que la réalité—la vie—trouve un nouveau cours. Entre ce qui est écrit sur le papier, ce qui est pensé dans les hautes sphères et ce qui se réalise dans la réalité, il existe un profond abîme. Les révolutionnaires français ne comprenaient pas qu'ils ouvraient une nouvelle époque dans l'art militaire. Comme autrefois les Goths apprécierent la couronne offerte à Bélisaire par ceux qu'il combattait, les Girondins avaient pensée de proposer le commandement en chef des armées révolutionnaires à un célèbre vieux militaire européen, spécialiste de l'école de Frédéric le Grand, le général Ferdinand de Brunswick. L'imagination des révolutionnaires français était attirée par de petites améliorations techniques, à nos yeux insignifiantes, née de la révolution—l'amélioration de détails secondaires du fusil, la qualité de la poudre, l'introduction du télégraphe optique, l'utilisation d'un ballon attaché pour la reconnaissance—and en même temps, une nouvelle tactique, totalement imperceptible pour les contemporains, changea profondément les méthodes de combat des armées françaises. Le règlement français de 1791, écrit sous l'influence de Giber, admirateur de l'école de Frédéric le Grand, appliquait de manière cohérente et planifiée les idées de la tactique linéaire. Guidés par ce règlement, les régiments révolutionnaires faisaient des exercices sur les places d'entraînement et travaillaient d'une manière totalement différente sur les champs de bataille. Le règlement resta en vigueur en France jusqu'en 1831, car pour beaucoup il semblait consacré par l'expérience des victoires de la révolution et de Napoléon. Presque tous les généraux de l'armée révolutionnaire voyaient leur idéal dans les troupes de la coalition contre-révolutionnaire, soumises à une discipline stricte et bornées dans les idées de la tactique prussienne du XVIII<sup>e</sup> siècle, et le puissant flux de la révolution les portait sur une nouvelle voie malgré eux. La première évaluation des conquêtes révolutionnaires dans le domaine de l'art militaire fut faite non pas par les combattants de la révolution, mais par ses adversaires, ayant subi les lourdes frappes des armées révolutionnaires et ayant profondément ressenti l'impuissance des armées de l'ancien régime face à l'assaut de nouvelles forces, et si nous ne nous étions basés que sur les instructions officielles, nous aurions dû conclure que ce sont les Autrichiens, et non les forces révolutionnaires, qui ont inventé le passage de la tactique linéaire au combat en ordre dispersé et à l'attaque en colonnes.

**Développement économique de la France.** Sous Louis XIV, la France se mesurait à une coalition de tous les principaux États d'Europe occidentale ; avant la Révolution, l'armée française occupait la quatrième place, derrière la Prusse, l'Autriche et la Russie. Cependant, la France restait le pays le plus peuplé, le plus riche et le plus culturellement avancé d'Europe. Sa population était quatre fois supérieure à celle de la première puissance militaire, la Prusse, et représentait une entité nationale homogène. Les revenus de l'État étaient équivalents aux revenus combinés de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie ; le budget militaire (selon les données de Gieber) était quatre fois plus élevé que celui de la Russie et deux fois plus important que celui de la Prusse. La seule pays d'Europe déjà traversé par des routes pavées

était la France ; le reste de l'Europe ne disposait que de routes de terre. Ainsi, les conditions pour une lutte réussie contre la coalition des États européens étaient évidentes. En matière de développement culturel, la France distançait largement les autres États continentaux. Malgré les défaites les plus humiliantes subies par les armées françaises pendant la guerre de Sept Ans, non seulement la pensée philosophique française, incarnée par les encyclopédistes Voltaire, Montesquieu et Rousseau, dominait en Europe, mais aussi la pensée militaire française. La littérature militaire des autres États conservait le caractère de traductions du français. Frédéric le Grand invitait des professeurs français dans son académie de noblesse, écrivait lui-même ses travaux militaires en français, popularisait les travaux de Feycierre et de Folard auprès des officiers prussiens et empruntait à Puységur l'idée de l'ordre de bataille oblique.

**L'armée française de l'ancien régime**, qui commença si lamentablement sur les champs de bataille, présentait pourtant un certain nombre d'énormes avantages. Elle possédait une excellente artillerie, perfectionnée par Gribeauval ; elle disposait des arrière-postes les plus sophistiqués et les mieux équipés. Tout un système de belles forteresses protégeait les frontières. Les ingénieurs militaires et l'état-major général, où servaient des officiers pas nécessairement issus de la noblesse, étaient excellents ; la Révolution hérita de l'ancien régime de bonnes cartes, des reconnaissances et des descriptions géographiques militaires. Les régiments royaux recrutaient presque exclusivement dans la population urbaine pauvre, car les recruteurs n'avaient aucun succès dans les villages. Le soldat français n'était pas battu à coups de bâton, comme le soldat prussien ; il était plus développé et exigeant, il avait sa propre notion de l'honneur ; les soldats se battaient en duel entre eux ; le soldat était offensé par l'inscription dans les lieux publics aristocratiques, indiquant que l'entrée était interdite aux valets et aux soldats ; il était désespéré à l'idée que le sommet possible de sa carrière militaire pouvait être un poste de sous-officier, et que les échelons supérieurs de la hiérarchie militaire étaient fermés pour lui. Les étrangers ne se mêlaient pas aux natifs dans les mêmes régiments pour former un conglomérat sans idéologie, comme en Prusse, mais formaient des unités séparées ; il n'y avait pas les deux tiers d'étrangers comme en Prusse, mais seulement un sixième. Le soldat français était offensé par ces avantages matériels dont bénéficiaient les régiments suisses et autres régiments étrangers. Il avait une conscience nationale définie, un certain lien avec son peuple, qui faisait défaut aux Prussiens. Ce minimum de droits humains dont disposait le soldat français de l'ancien régime était insuffisant pour lui donner le sentiment qu'il se battait pour sa cause et insuffler l'ardeur et l'enthousiasme qui mènent à la victoire, mais constituait déjà une base suffisante pour la critique, pour ressentir plus fortement son inégalité, pour espérer et chercher un avenir meilleur.

**La lutte des classes dans le corps des officiers.** La coutume d'acheter des compagnies pour de grosses sommes d'argent privait les jeunes officiers sans moyens, promus pour excellence parmi les soldats, de toute possibilité de carrière future. Les officiers issus des rangs des soldats sont rapidement devenus des membres de second ordre, des sous-officiers officiels.

Ces officiers subalternes ont été conservés dans l'armée française jusqu'à la Révolution, car dans chaque régiment, en particulier dans la cavalerie, il y avait beaucoup de travail officier subalterne que la noblesse évitait et qui revenait aux officiers subalternes (dans la cavalerie – un par escadron) ; parmi les rangs des officiers subalternes sont sortis des chefs talentueux des armées révolutionnaires, par exemple Bernadotte, futur roi de Suède, Péchégre, Masséna, Serrurier, Ogerot.

Cette partie de l'officier, liée aux affaires administratives et rudimentaires, limitée dans ses droits et en lien avec la masse des soldats, ne pouvait pas constituer un soutien de l'ancien régime contre la révolution.

Le corps des officiers, au cours des XVIIe et XVIIIe siècles, s'est progressivement aristocratisé. Au début du XVIIIe siècle, la bourgeoisie avait encore accès aux postes d'officiers; la pourriture du vieux régime se manifeste clairement par le fait que, à mesure que le pouvoir politique et économique de la bourgeoisie augmentait, les éléments féodaux montraient de plus en plus de morgue et, juste avant la révolution, ont complètement interdit l'accès de la bourgeoisie au service militaire.

La bourgeoisie, en tant que classe, était occupée à lutter pour conserver d'autres droits et priviléges et n'a exprimé ouvertement sa demande d'accès aux postes d'officiers qu'au début de la révolution dans les instructions aux députés du tiers état des États généraux. Mais ses nombreux fils, souvent plus talentueux et disposant de moyens matériels supérieurs à ceux de la noblesse déclinante, pénétraient dans l'armée. L'afflux d'éléments bourgeois était particulièrement fort pendant les guerres, lorsqu'il fallait trouver des commandants solvables pour former de nouvelles compagnies. Lorsqu'une démobilisation commençait et que les effectifs étaient réduits, les officiers d'origine bourgeoise étaient renvoyés de l'armée, malgré leurs blessures et leurs mérites. La masse de la petite noblesse servant comme officiers regardait avec irritation les riches bourgeois qui accédaient aux grades officiels, considérés comme des concurrents dangereux lors de l'achat des postes propres de commandant de compagnie ou de régiment. Les choses en venaient parfois à des plaintes collectives de tous les officiers du régiment contre la nomination d'un officier non noble au grade suivant, voire à des coups portés avec des bâtons à l'officier commandant du régiment se réfugiant dans sa tente, dont l'origine était suspectée. En 1755, le commandant du régiment, Berri, exigea le renvoi d'un officier de l'armée pour noblesse insuffisante, ayant été blessé deux fois, participant à quatre guerres, riche et ne ménageant pas ses ressources pour maintenir sa compagnie en parfait état, servant avec régularité et étant tactique envers les autres officiers. En 1764, le renvoi de lieutenant Lantier, fils d'un riche marchand de gros marseillais impliqué dans le commerce d'exportation, suscita une grande indignation parmi les commerçants marseillais. Le commandant du régiment, le marquis de Crénol, écrit au lieutenant en permission : « Comme le commandant du régiment souhaite que l'armée n'accueille que les gens de la bonne société, et comme il s'agit d'un problème fondamental pour le service et trop important pour former un corps correct, je dois vous avertir que vous ne correspondez pas au régiment d'Île-de-France. Votre poste est vacant et je présenterai un noble pour le remplacer. Il est très désagréable, Monseigneur, de vous dire une vérité aussi dure, mais ce n'est pas moi qui vous ai accepté dans le régiment ; vous avez les moyens, vous êtes jeune, vous ne resterez pas sans occupation si vous voulez vous consacrer au mode de vie de vos ancêtres ; ce parcours de vie est très honorable lorsqu'on le suit honnêtement ; mais dans le service, vous êtes hors de votre sphère, revenez-y et vous serez heureux. Je sais, Monseigneur, que la naissance est affaire de hasard et qu'il n'y a pas de raison de se vanter d'être bien né. Mais la naissance confère des priviléges et des droits qu'il ne faut pas violer sans perturber les bases communes. La chose la plus réelle qui reste à la noblesse est le service militaire ; la noblesse a été créée pour cela, et si des sujets destinés à d'autres fonctions prennent la place des nobles, cela ira essentiellement à l'encontre de l'ordre établi par le souverain. Voici les motifs de mes actions, et bien que je ne sois pas obligé de rendre compte, il me plaît de vous informer que je suis guidé uniquement par l'utilité du service, sans aucune intention personnelle, à laquelle je ne suis pas en mesure de céder. Le monde commercial de Marseille protesta contre l'arrogance féodale de cet exil de Lantier ; l'évêque d'Orléans attira l'attention du ministre de la guerre sur la tempête de mécontentement qui se profilait ; Lantier bénéficia d'un soutien considérable à la cour. Sur la demande du ministre de la guerre, le commandant du régiment continua de développer cette idéologie de la noblesse française du XVIIIe siècle, qui menait inévitablement le pays sur la voie de la révolution : « Aussi honnête soit-elle, une famille bourgeoise ne considérera pas comme une tâche familiale la lâcheté de l'un de ses membres. Une personne qui s'est mal conduite à la guerre retournera auprès des siens pour poursuivre

les occupations de ses ancêtres. On ne lui reprochera pas un défaut de vertu, qui n'est pas, à leurs yeux, un mérite... Je n'ai reçu aucune plainte concernant le courage de Monsieur Lantier !» ; mais aussi nécessaire que soit cette qualité, elle n'appartient pas aux vertus les plus importantes exigées d'un militaire. On peut être une personne honnête et un mauvais officier.» Lantier resta exclu du service militaire.

L'accès progressif de la bourgeoisie aux rangs de l'officier français devenait de plus en plus difficile. Dès 1750, le ministre de la guerre, le comte d'Argençon, fit passer une loi qui accordait les droits de noblesse à vie (personnelle) aux chevaliers de l'ordre de Saint-Louis ayant servi 30 ans dans les grades d'officiers, et qui conférait à tous les généraux la noblesse héréditaire. Mais dès 1781, il avait été fermement établi qu'il fallait prouver son appartenance à la noblesse sur quatre générations pour être promu officier : la digue que devait briser la Révolution française devenait de plus en plus haute et instable. Les personnes non nobles ne se retrouvaient au service militaire que dans des postes exigeant de grandes connaissances et une grande capacité de travail – par exemple parmi les officiers de l'état-major général et les ingénieurs militaires. Robespierre devait tempérer sa haine des officiers – nobles tels que l'ingénieur militaire Carnot, qui dirigeait les affaires militaires pendant la Révolution.

Le corps français des officiers souffrait cruellement du fait que la noblesse elle-même était divisée en deux groupes : ceux présentés à la cour, ayant prouvé leur origine noble depuis le XIV<sup>e</sup> siècle, et la noblesse rurale moins versée dans les questions de généalogie. Tout le poids du service incombe à la noblesse provinciale, tandis que toutes les meilleures positions et la carrière rapide étaient réservées uniquement aux courtisans, ignorants des affaires militaires et peu intéressés par elles ; le commandant français de l'armée au XVIII<sup>e</sup> siècle devait nécessairement correspondre avec la favorite royale, et les généraux français continuaient à la guerre l'intrigue commencée à la cour contre l'un et l'autre — aux plus hauts niveaux de l'organisation militaire, il n'y avait ni discipline, ni esprit militaire, et l'armée française, parfaitement organisée, nombreuse, infiniment mieux approvisionnée, avec un excellent personnel national, et un traitement indulgent envers le soldat qui n'était pas battu comme ses adversaires allemands, subissait défaite après défaite. Pour ouvrir la voie à la victoire de l'armée française après les humiliantes défaites de la guerre de Sept Ans, il fallait balayer les préjugés féodaux — ce que fit la Révolution française.

**Discipline.** Les jeunes hommes, aristocrates, venus commander des régiments, connaissant mal le service et menant un mode de vie raffiné, n'avaient aucun poids aux yeux des soldats. L'autorité des généraux a été sapée par des défaites humiliantes, des querelles constantes et des intrigues entre généraux et, enfin, par leur nombre innombrable : en Prusse, pour une armée de 200 000 hommes, il n'y avait que 87 généraux, alors qu'en France, pour une armée de 150 000 hommes, il y avait 1044 généraux. De manière générale, le nombre d'officiers dans l'armée française était énorme et atteignait parfois 1 officier pour 12 soldats, dépassant de deux fois le nombre d'officiers en Prusse ; les postes d'officiers, peu rémunérés, parfois créés au détriment de la réduction du nombre de soldats, étaient exercés sous la pression de la classe dominante, car la société exigeait des jeunes nobles qu'ils aient droit à l'uniforme d'officier. Dans ces conditions de chute de l'autorité des chefs, la discipline dans l'armée française, tout en maintenant l'ancien régime, ne pouvait être rétablie qu'au moyen de manœuvres strictes et de l'application du bâton selon le modèle prussien. Le ministre de la Guerre, le comte de Saint-Germain, fit entre 1775 et 1777 une tentative énergique pour réorganiser l'armée française à la manière prussienne et introduisit de tels châtiments ; mais il provoqua une tempête d'indignation de la part des défenseurs des anciennes traditions françaises, à laquelle s'associèrent de nombreux officiers partisans des idées éclairées du XVIII<sup>e</sup> siècle ; l'armée se mit en opposition au ministre de la Guerre, il ne trouva personne pour exécuter ses ordres et fut obligé de partir — son successeur annula toutes ses mesures.

Et la discipline de l'armée française, ayant subi un coup sévère dès l'annulation de l'édit de Nantes, lorsque les soldats étaient appelés à organiser des persécutions religieuses, a subi

de nombreuses fissures et plus tard, au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, lorsque le gouvernement, dans sa lutte contre les parlements, a souvent eu recours à la force armée pour influencer les institutions judiciaires.

**La milice.** En plus du recrutement, en France existait également le service militaire obligatoire, par lequel étaient constitués les bataillons « provinciaux » (par opposition aux « royaux » — armée permanente) — 106 bataillons, dans lesquels la milice fondée par Louvois s'est développée ; 24 bataillons provinciaux étaient destinés au service de l'artillerie en temps de guerre. Cette milice, contrairement à l'armée permanente composée de citadins, représentait une armée purement paysanne. Comme le montre les nombreuses réorganisations auxquelles la milice a été soumise en France au XVIII<sup>e</sup> siècle, le principe du service militaire obligatoire commençait progressivement à prendre racine dans le pays ; cependant, le service militaire obligatoire sous l'Ancien Régime ne pouvait en aucun cas être populaire, en raison des nombreux priviléges couvrant tous les éléments influents ; c'est pourquoi la partie de la population auprès de laquelle l'État prélevait « l'impôt du sang » ressentait très vivement son absence de droits ; même les laquais et serviteurs du clergé, de la noblesse et de la haute administration, de par leur fonction de valet, étaient exempts du service militaire obligatoire par décret du 1er décembre 1774.

**L'ordre linéaire et les colonnes.** Les questions de l'organisation de l'armée et de la tactique étaient traitées dans la littérature militaire française avec un enthousiasme extraordinaire. L'ouvrage qui eut une importance fondamentale pour le développement ultérieur de la tactique en France fut celui du général-major Folard (publié en 1727-1730) — une traduction de l'histoire de Polybe avec des commentaires. Les commentaires de Folard susciterent de vives émotions dans la pensée publique ; l'ouvrage resta inachevé en raison de l'interdiction imposée par la Cour, car les exemples d'histoire militaire donnés par Folard heurtaient profondément les hauts commandants. La tendance de Folard et de son disciple Menil-Duran consistait à critiquer l'ordre linéaire créé par la réforme et si richement développé en Prusse. Folard était l'ennemi de l'ordre finement organisé au combat ; dans un combat, l'attaque a une importance décisive, et la puissance d'impact d'une formation étendue et fine ne peut se comparer à celle d'une colonne. Menil-Duran a placé ce débat sur la colonne contre la ligne sur un terrain national : les Français subissaient des échecs pendant la guerre de Sept Ans parce qu'ils avaient abandonné leurs bases nationales en matière de tactique et avaient choisi la voie de l'imitation. L'énergie et la vivacité du caractère français se gaspillaient dans une avancée mesurée correspondant à la ligne ; les Français ne pouvaient révéler leur force que dans un élan passionné et furieux de personnes rassemblées en masse, en colonne. Dans les salons parisiens du XVIII<sup>e</sup> siècle, les débats sur la tactique profonde et linéaire étaient extrêmement animés ; entre les partisans de Frédéric et les nationalistes français, les disputes allaient jusqu'au duel, et les dames prenaient position — pour ou contre la colonne. Mirabeau, futur tribun de l'Assemblée nationale, critiquait sévèrement le défenseur des idées prussiennes en tactique — Gibert. Les défenseurs de la colonne se référaient à la bataille de Fontenoy (près de Tournai, 1745), dans laquelle le front français, appuyé sur le village fortifié de Fontenoy et un groupe de redoutes, fut percé par les Anglais ; ceux-ci ne réussirent pas à étendre la percée, et leur formation formait une longue ligne, comme une colonne, qui coupait les Français en deux parties ; pendant un certain temps, il n'était pas clair qui était le vainqueur et qui le vaincu ; finalement, le maréchal Maurice de Saxe, commandant les Français, réussit à organiser une contre-attaque avec les dernières forces et renverser la colonne anglaise. De cet exemple d'action d'une colonne improvisée, à laquelle la victoire souriait presque, les partisans de Folard concluaient en faveur de la possibilité, compte tenu de la puissance du feu d'artillerie existante, d'utiliser la force d'impact d'une colonne bien organisée ; mais d'autres en tiraient la conclusion inverse : le prince de Ligne affirmait que la tendance innée de l'homme — éviter la zone dangereuse et suivre la ligne de moindre résistance — conduit partout, là où la discipline est insuffisante, à la formation de telles

colonnes — rassemblées sur des approches plus sûres. Le commandement et l'entraînement des troupes, le cadre solide d'une formation déployée en ordre linéaire, la discipline stricte sont destinés à lutter précisément contre ces manifestations de faiblesse humaine. L'idée d'alignement était opposée à celle de l'adaptation au terrain.

Les nouvelles idées de tactique trouvaient des partisans non seulement parmi les théoriciens, mais aussi parmi les praticiens. Après Rosbach, la recherche d'une voie autonome en tactique a commencé. Le meilleur général français, Broglie, avait déjà utilisé des tirailleurs et des formations en colonnes lors de la phase finale de la bataille de Bergen (1759 !), représentant un cas rare de succès français pendant la guerre de Sept Ans. L'expérience de la guerre d'indépendance des États-Unis a fourni un nouveau matériel aux critiques de la tactique linéaire de l'infanterie, en révélant que les actions de l'infanterie légère en formations dispersées sont d'une importance capitale non seulement pour la guerre de petite envergure sur un théâtre d'opérations, mais aussi sur le champ de bataille lui-même. Avant et après le ministère prussophile de Saint-Germain, en 1774 lors de la collection de camp près de Metz et en 1778 au camp de Vassy, le duc de Broglie, avec la participation de Mesnil-Duran, organisa des manœuvres au cours desquelles l'attaque d'une position ennemie forte était menée en colonnes après une préparation préalable par le feu de l'infanterie déployée.

Tel était l'état de l'armée française avant la Révolution. L'armée française, tout comme la nation française, avait dépassé les formes dans lesquelles la vie militaire et étatique des pays en retard sur les plans économique, politique et culturel pouvait encore s'inscrire avec succès. Les défaites de l'armée française du XVIII<sup>e</sup> siècle sont des phénomènes douloureux de croissance ; le cadre des anciennes formes étatiques et militaires ne correspondait pas au puissant courant de la nouvelle vie ; le miracle de la révolution — la naissance d'une armée héroïque — s'explique par un choc brutal qui a brisé l'enveloppe vieille et délabrée et ouvert un espace à la puissance déjà en partie présente.

**Le basculement de l'armée du côté de la révolution.** L'armée française, composée des pauvres des villes et dont l'autorité était désormais affaiblie, prit immédiatement le parti de la révolution et détermina ainsi son développement futur. Les tentatives de pousser le soldat français vers la contre-révolution, entreprises par des généraux talentueux et énergiques tels que Bouillé, Lafayette et Dumouriez, restèrent sans succès. Lorsque, en 1793, les canons retentissaient aux frontières et que, sur les 84 départements de la France, 60 se soulevèrent contre la dictature jacobine, l'issue de la lourde guerre civile en faveur de la révolution fut de nouveau déterminée par la fidélité de l'armée au nouveau régime ; et lorsque, dans le pays, l'enthousiasme révolutionnaire s'était déjà considérablement refroidi, l'armée constitua, à l'époque du Directoire, le bastion de la république et des conquêtes de la révolution dans un pays marqué par un sentiment principalement contre-révolutionnaire.

Malgré une préparation idéologique considérable, le début de la révolution a été marqué par un processus aigu de décomposition dans l'armée. Le signal a été donné par la prise de la Bastille, réalisée par la population de Paris, en collaboration avec les soldats démobilisés de la garde française. Dans les provinces, il y a eu pillage des caisses d'argent, vente de vêtements militaires et d'armes, organisée et couverte par la force armée, contrebande d'alcool et passages à tabac d'officiers essayant de maintenir un quelconque ordre extérieur. À Nancy, une révolte ouverte de trois régiments a éclaté ; mobilisant toutes les forces militaires contre-révolutionnaires, le général Bouillé a réussi à la réprimer ; cela a ralenti le processus en cours, mais pas pour longtemps. La situation dans l'armée a été compliquée par la position vivement classiste adoptée par le corps des officiers nobles. La chute de l'autorité royale devant la révolution a entraîné le renouveau de l'opposition au sein des féodaux ; devant la révolution, la majorité des officiers français était du côté des idées éclairées du XVIII<sup>e</sup> siècle ; mais la réalité révolutionnaire, les saccages des domaines nobles, l'attaque des priviléges de classe de la noblesse, l'attitude hostile des soldats envers les officiers nobles ont rapidement fait disparaître tout soupçon de libéralisme chez les officiers

et les ont jetés dans les bras de la contre-révolution. La situation de l'officier noble dans l'armée est devenue intenable, et a commencé une émigration massive — sur 9 000 officiers, 6000 ont émigré. Parmi les rares qui sont restés et ont fait carrière pendant la révolution — Marmont, Duroc, Dommartin — il est souligné qu'aucun officier ne pouvait rester en France à cette époque avec des convictions, et que ceux qui sont restés l'ont fait uniquement par hasard et circonstances personnelles.

L'ampleur et la profondeur que la révolution a prises à l'intérieur et à l'extérieur des frontières de la France ont été provoquées par la guerre extérieure, l'intervention suscitée par les émigrés. Sans intervention, sans la menace des émigrés, la tendance modérée aurait probablement prévalu. Parmi l'énorme développement des phénomènes de décomposition, principalement dans les régiments composés d'étrangers, où avant la révolution une discipline plus stricte était maintenue, on remarque le comportement digne et conscient de nombreux soldats français.

La situation dans l'armée attira immédiatement l'attention de l'Assemblée nationale sur la législation militaire. Le principe du service militaire obligatoire, en tant qu'institution despotique, portant atteinte à la liberté du citoyen, fut rejeté. Guidée par les idées irréalistes de Montesquieu sur la séparation des pouvoirs, l'Assemblée maintint la subordination de l'armée au roi, en tant que chef du pouvoir exécutif ; certaines restrictions furent instaurées : dans un secteur délimité par un rayon de 60 kilomètres autour de l'Assemblée législative, le roi ne pouvait disposer que de 1800 soldats de la garde ; une partie des officiers était nommée en dehors du roi ; les régiments étrangers, auxquels les partisans de la Révolution étaient méfiants, devaient être dissous.

En même temps, une force armée indépendante du pouvoir royal a été formée : la garde nationale. C'était une milice dans laquelle tous les citoyens bénéficiant du droit de vote étaient enrôlés, sous le commandement de personnes nommées par les administrations municipales. La garde nationale a été formée d'abord à Paris, puis dans d'autres villes.

Les gardes nationaux ne participaient presque pas aux exercices et, s'ils jouaient un certain rôle dans la lutte politique à l'intérieur du pays, ils ne prenaient pas part directement à la défense contre la menace extérieure qui pesait sur la France.

**Valmy.** La guerre extérieure, déclenchée par le ministère des Girondins dans le but d'annexer la Belgique, une guerre qui avait donné aux partis modérés un certain renforcement, donna des résultats inattendus. L'invasion de l'armée française sur le territoire belge, pour la défense duquel il y avait presque pas de troupes autrichiennes, se termina lamentablement : dans les régiments français démoralisés, à la rencontre de simples escadrons ennemis et même au simple bruit de l'apparition de l'ennemi, la panique s'emparait des troupes, qui fuyaient en accusant leurs chefs de trahison et en abandonnant canons et bagages.

Trois mois plus tard, l'invasion a commencé, avec la concentration des forces autrichiennes et prussiennes contre la France. L'Autriche et la Prusse n'étaient pas capables de lancer une attaque énergique contre la France : à cette époque, l'est était occupé par le partage de la Pologne entre la Prusse, l'Autriche et la Russie, et des affrontements militaires pouvaient éclater à tout moment entre Prussiens et Autrichiens à cause de Cracovie et de Varsovie ; le roi de Prusse, recevant de l'Angleterre des subventions pour sa participation à la lutte contre la révolution, donnait à son général l'instruction de ne pas risquer l'armée et de ne pas l'user, car elle pourrait bientôt être nécessaire pour défendre les intérêts prussiens contre l'Autriche.

La taille des troupes désignées pour envahir la France sous le commandement du duc de Brunswick — 40 000 Autrichiens, 82 000 Prussiens — était considérablement moindre que celle des armées que la coalition déployait contre la France de Louis XIV. L'invasion était organisée en comptant sur le soutien des larges cercles de la population des provinces françaises, qui, selon les émigrés, se réjouirait de l'occasion de renverser la dictature de Paris révolutionnaire. Le duc de Brunswick publia un manifeste rédigé par un émigré, rempli

d'expressions offensantes pour les patriotes français et contenant la menace de peine capitale pour toutes les personnes au service de la France révolutionnaire. Les Français étaient, comme volontairement, irrités au préalable pour qu'ils se battent mieux.

La promenade militaire supposée des alliés à Paris a rapidement conduit à de grandes déceptions. Les forteresses de Longwy et de Verdun furent prises par les Prussiens, mais ce coup provoqua en France révolutionnaire un véritable élan d'énergie. D'autres forteresses résistèrent farouchement et attirèrent sur elles une partie des forces attaquantes. La population non seulement n'accueillait pas les Prussiens comme des libérateurs, mais son comportement obligeait sérieusement à se préoccuper de l'arrière et des communications. À Valmy, le 20 septembre 1792, l'armée prussienne, réduite à 46 000 hommes, affronta l'armée de Dumouriez forte de 60 000 hommes. Les Prussiens, contournant Dumouriez par le nord, atteignirent ses lignes de communication avec Paris ; le combat devait prendre le caractère d'une bataille avec un front inversé, car la manœuvre des Prussiens ne poussa pas Dumouriez à commencer la retraite. La canonnade commença ; l'artillerie française répondit avec énergie ; Dumouriez ne disposait pas d'infanterie capable de passer à l'attaque, il réussissait à peine à maintenir sur le champ de bataille ses troupes indisciplinées. Quant au commandant prussien, soudainement confronté à une résistance, il ouvrit les yeux sur l'illusion des émigrés ; la promenade militaire à Paris était impensable, il annonçait une lutte difficile et acharnée, pour laquelle les alliés n'avaient pas encore préparé tous les moyens ; la victoire sur les Français à Valmy ne pouvait rien résoudre, tandis que la défaite aurait conduit à la destruction de l'armée prussienne. Pour ces raisons, le combat engagé fut interrompu par les Prussiens, et leur retraite hors des frontières françaises commença. La canonnade de Valmy coûta aux deux adversaires seulement environ 200 tués et blessés chacun ; mais, selon l'expression de Goethe qui accompagnait l'armée prussienne, en ce jour et en ce lieu commença une nouvelle ère dans l'histoire universelle.

Cependant, si l'échec de l'invasion alliée en 1792 s'explique avant tout par des motifs politiques et par l'attitude hostile de la population des régions frontalières envers l'intervention étrangère, sur le plan purement militaire, elle a été repoussée non pas par les forces nées de la Révolution, mais par les restes de l'ancien système militaire français — les forteresses, l'artillerie, et les régiments de l'armée royale partiellement conservés et encore en état de servir. Certes, à cette époque existaient depuis environ un an des bataillons volontaires révolutionnaires — 100 000 volontaires recrutés à la fin de 1791 et animés d'un enthousiasme bien plus grand que les levées forcées suivantes. Néanmoins, sans aucun cadre, sans discipline, et n'ayant jamais été mis à l'épreuve des combats, ces formations révolutionnaires ne jouaient pas un rôle significatif sur les champs de bataille au début de la guerre. En général, en 1792, une offensive faible faisait face à une défense tout aussi faible.

**Service militaire obligatoire.** Le principe du volontariat s'est avéré inadapté pour le renforcement des armées révolutionnaires ; le nombre de volontaires était insuffisant, ils étaient enrôlés pour un an, et à l'hiver 1792, au moment où l'armée française de Dumouriez, après la victoire de Jemappes, introduisait en Belgique une « révolution venue de l'extérieur », leur départ massif vers leurs foyers commença. Le 24 février 1793, la Convention passa du recrutement volontaire au recrutement obligatoire de 300 000 hommes (en réalité, seulement 180 000 furent mobilisés), car les besoins de la défense nationale étaient estimés à 500 000, alors qu'il n'y avait sous les armes que 200 000 hommes ; et six mois plus tard, le 23 août 1793, la Convention décréta le service militaire universel — Levée en masse : tous les hommes célibataires de 18 à 25 ans furent appelés, en pratique ceux aptes sans droit de remplacement. Le recrutement apporta environ 450 000 hommes. La campagne de 1794 commença avec l'armée française composée de 770 000 hommes, dont 500 000 stationnaient sur les fronts extérieurs.

Cette mobilisation de masse a déterminé le cours de la révolution. À l'intérieur du pays, se sont formées des masses de déserteurs, d'hommes ayant échappé à l'appel sous les

drapeaux, qui sont passés dans l'illégalité, les «verts», dont la présence a donné un énorme avantage aux royalistes, obligés jusqu'alors à l'inaction. Le clergé et la noblesse, s'appuyant sur la résistance des paysans à l'établissement du service militaire, ont déclenché une révolte sur le territoire français. La Révolution n'était fidèle qu'aux zones les plus proches de Paris et aux régions frontalières des théâtres de lutte où opéraient les armées républicaines. Tout le sud et l'ouest de la France étaient entre les mains de la contre-révolution. Une guerre civile acharnée a éclaté; les royalistes bénéficiaient du soutien de l'Angleterre, qui poursuivait toutefois des objectifs égoïstes — en 1793, elle s'est emparée et a détruit la base navale française de Toulon dans la mer Méditerranée, au lieu d'aider la Vendée, où le mouvement contre-révolutionnaire se développait le plus vigoureusement. La fidélité de l'armée à la république a décidé cette lutte difficile et sanglante en faveur de la république; cependant, les bandes de chouans et simplement de brigands, sous le drapeau politique, ont résisté en France jusqu'à l'ère de Napoléon.

Sur le front extérieur, le recrutement massif a eu pour effet d'assurer aux armées révolutionnaires une énorme supériorité numérique sur les armées de l'ancien régime, qui ne pouvait, sans changements fondamentaux dans l'organisation de l'État, supporter les bouleversements liés à l'instauration de la conscription, et, limité par le nombre de personnes pouvant être enrôlées, restait avec des armées relativement petites. À Jemappes, le 6 septembre 1792, Dumouriez, avec 40 000 hommes et 100 canons, bat 13 000 Autrichiens avec 50 pièces d'artillerie ; dans cette bataille, les régiments royaux étaient soutenus par des volontaires. À Neerwinden, le 18 mars 1793, la conscription obligatoire n'avait pas encore montré son effet, et 42 000 Autrichiens battirent 45 000 Français, les forçant à évacuer la Belgique. Les batailles les plus importantes de 1793 — Hondshoote, le 8 septembre, et Wattignies, le 16 octobre — représentent des succès modestes en termes de nombre ; dans le premier cas, 60 000 Français battent, en un combat de trois jours, 15 000 Anglais, et dans le second, dans un combat de deux jours, 45 000 Français battent 18 000 Autrichiens.

En 1793, malgré leur supériorité numérique, les armées révolutionnaires parvenaient à accomplir relativement peu, car leur organisation n'était pas suffisamment développée. Malgré l'émigration des officiers monarchistes, la Convention ne faisait pas entièrement confiance aux anciens régiments royaux et ne souhaitait pas les considérer comme un cadre à développer et à élargir par de nouvelles levées ; alors que les anciens régiments pouvaient facilement compenser la perte d'officiers émigrés grâce à leur personnel de sous-officiers et disposaient d'un excédent de candidats expérimentés et dignes pour les postes de commandement, les nouvelles levées continuaient de se regrouper en bataillons volontaires autonomes, dans lesquels il n'y avait souvent pas une seule personne familière avec les affaires militaires ; ils élisaient leur commandement parmi leurs rangs et ne l'obéissaient ensuite pas, simplement parce que, en raison de leur ignorance militaire (et parfois même de façon littérale), ce commandement ne pouvait exercer aucune autorité.

Un mal terrible représentait le changement incessant des visages dans l'état-major. En 1792 seulement, 8 ministres de la guerre se succédèrent. En 1792-1793, dans l'armée du Nord, 16 commandants se succédèrent ; et dans les armées des Ardennes, de la Moselle et du Rhin, chacun en changea également.

**Le Comité de salut public et le haut commandement.** La grave crise traversée par le haut commandement des armées révolutionnaires en 1793-1794 s'explique par l'application pratique de l'idée de l'extrême jacobin, le ministre de la Guerre, le colonel Bouchot, qui écrivait le 9 août 1793 : « il faut à tout prix nommer à tous les postes, sans exception, des sans-culottes, si l'on veut que la Révolution des sans-culottes triomphe ». La question des capacités et de la préparation à l'occupation des postes de commandement supérieur se posait donc à peine. Les récits sur le génie des jeunes hommes devenus soudainement des généraux révolutionnaires relèvent du domaine de la légende. Malgré la simplicité relative de la technique de commandement au XVIII<sup>e</sup> siècle, il fallut de longues années pour que des leaders

expérimentés émergent et se développent à partir du matériel humain mis en avant par la Révolution. Nommés sans aucun choix, presque toujours contre leur propre volonté et sous la menace de la guillotine, les soldats et sous-officiers de l'ancienne armée, devenus subitement des généraux révolutionnaires, montraient dans la plupart des cas de la confusion et tentaient en vain de réduire la responsabilité qui pesait sur eux. Les questions relatives à l'organisation de l'armée et aux plans d'opérations passèrent des mains des généraux à celles du Comité de salut public. Mais la question de l'exécution, de la mise en œuvre effective de ces plans échappa presque totalement au commandement supérieur inexpérimenté pour passer entre les mains des énergiques « représentants du peuple », les commissaires de la Révolution française. Ces derniers prenaient très peu en compte l'avis des subalternes qu'ils avaient promis, qu'ils maintenaient constamment sous la menace d'un tribunal révolutionnaire. S'il est vrai, comme le déclarait Washington, que « l'armée, pour être victorieuse, doit être dirigée absolument de manière despote », il faut reconnaître que le mérite des victoires de la Révolution revient à la dictature révolutionnaire implacable du gouvernement jacobin, et non aux jeunes commandants militaires terrorisés par elle. Le slogan des « jeunes généraux » résonnait souvent, mais l'essentiel pour eux—Robespierre et le Comité de salut public—était parfois oublié.

Le terrorisme a été provoqué par les échecs sur le front extérieur. Les victoires que la France doit à Robespierre et aux Jacobins ont affaibli la menace extérieure. L'immense succès à Fleurus, obtenu grâce à l'énergie de Saint-Just, qui a éliminé la nécessité de la dictature et de la terreur, fut l'une des causes de la chute des Jacobins le 9 thermidor.

**Amalgame.** Depuis août 1793, Carnot, ingénieur militaire doté de remarquables qualités d'organisation, a été intégré au Comité de Salut Public. Les principaux mérites de Carnot résidaient dans l'établissement du moindre ordre au milieu du chaos des affaires du département militaire, dans la limitation des abus, dans l'organisation d'un nouveau corps d'officiers, dans lequel 23 000 officiers élus ont été éliminés, et, surtout, dans la mise en œuvre de l'amalgame, c'est-à-dire la fusion des parties de l'ancienne armée royale avec les bataillons révolutionnaires de volontaires, malgré le préjugé des Jacobins contre une telle fusion. De plus, Carnot a organisé les troupes en divisions, qui ne représentaient plus une unité temporaire de l'ordre de bataille de l'armée, mais un groupement permanent des trois armes.

La loi sur l'amalgame, adoptée six mois avant l'entrée de Carnot au Comité de salut public, a nécessité six ans pour être pleinement appliquée en pratique. Selon cette loi, au lieu des anciens régiments, une nouvelle unité était créée : la demi-brigade ; elle comprenait un ancien bataillon royal et deux bataillons volontaires, ce qui devait assurer la supériorité des unités issues de la Révolution. Le principe électif, contre lequel les généraux protestaient vainement, était fortement limité sous l'influence des conditions politiques ; les mobilisés de tendance contre-révolutionnaire choisissaient des officiers jugés politiquement peu fiables. Désormais, dans la demi-brigade, il était permis de choisir pour un poste vacant uniquement des officiers occupant le grade immédiatement inférieur, et chaque compagnie pouvait élire ses officiers parmi tout l'état-major de la demi-brigade. Ainsi, pour le poste vacant de capitaine, l'ancienne compagnie volontaire pouvait choisir des sous-lieutenants du vieux bataillon, et les officiers subalternes - n'importe quels sous-officiers. Une règle avait été introduite : trois candidats sont choisis par les soldats, et il appartient à l'autorité de confirmer l'un d'entre eux. Ce système a immédiatement permis d'améliorer la qualité de l'encadrement, et avec les restrictions ultérieures, le principe électif a été annulé.

Parmi ceux qui ont commencé une carrière militaire par élection, on peut citer des commandants très talentueux — Ney, Soult, Lannes, Murat, Hoche, Desaix, Masséna, Jourdan, Moreau, Saint-Cyr, Davout, Grouchy, Lefebvre — mais une grande partie de l'officier élu n'était pas respectée par les soldats et ne satisfaisait pas aux exigences les plus modestes.

**Industrie militaire.** Le Comité de salut public, qui avait pris le contrôle de tout le pouvoir exécutif, incarnait le véritable pouvoir militaire au cours de la seconde moitié de l'année 1793. Il a fallu non seulement réorganiser l'armée, élaborer les plans d'opérations et veiller à leur mise en œuvre, mais aussi fournir un énorme effort pour armer les masses qu'il avait rassemblées. L'industrie militaire française était conçue pour une armée de seulement 200 000 hommes; elle avait été détruite en partie par l'invasion ennemie (nord de la France, Toulon), en partie par les zones touchées par la contre-révolution (Saint-Étienne, Lyon et autres); elle avait beaucoup souffert de l'effondrement général de la vie économique, de l'abolition des anciennes monopoles (par exemple, l'extraction par l'État de la salpêtre sur les propriétés privées), et de la cessation de l'importation en France de fer, de cuivre, de salpêtre, etc. L'ennemi de la Révolution était l'Angleterre; il en résultait que la France révolutionnaire devait agir dans un blocus; les escadres anglaises surveillaient attentivement pour empêcher l'importation en France de tout article pouvant aider à armer le peuple. Si, dans ces conditions, la France n'était pas laissée sans armes et si, avec certaines limitations, elle a malgré tout mis en œuvre la conscription obligatoire des jeunes hommes célibataires dans l'armée, elle le doit à l'immense travail révolutionnaire accompli par le Comité de salut public sur le front de l'industrie militaire.

En septembre 1793, il n'y avait que 9 000 fusils brisés à l'arsenal de Paris, alors qu'il fallait armer des centaines de milliers de personnes. La production annuelle de salpêtre atteignait seulement 50 000 pouds, alors qu'un million de pouds était nécessaire. Des méthodes révolutionnaires ont été adoptées : le service obligatoire pour tous les métallurgistes, armuriers, horlogers, bijoutiers, etc., la création de nouveaux ateliers, l'organisation de travaux artisanaux, etc. Des écoles de production de salpêtre ont été ouvertes; les élèves étaient envoyés par les clubs révolutionnaires ; une fête révolutionnaire du salpêtre a été organisée, en l'honneur de la première extraction de salpêtre — l'une des fêtes les plus réussies de la Révolution ; une marche du salpêtre a été écrite ; chaque maison, pour obtenir la réputation de fiabilité, devait afficher sur sa porte une annonce indiquant qu'elle avait lavé le sol de ses écuries et caves et fourni du salpêtre au district. Ainsi, en seulement six mois, Paris a fourni 20 000 pouds de salpêtre à ses arsenaux.

**Nouvel officier et soldat.** Lors de la campagne de 1794, les armées françaises, désormais organisées et dans une certaine mesure structurées, atteignirent un avantage non seulement en nombre, mais aussi par l'emploi de nouvelles méthodes de tactique et de stratégie. La bataille de Fleurus (le 26 juin 1794) fut remportée par Jourdan contre la plus puissante armée de Cobourg — 80 000 contre 100 000 !). La nouvelle organisation de l'armée, le nouveau soldat créèrent également une nouvelle tactique.

Alors que l'officier de l'ancien régime se séparait de la masse des soldats comme par un abîme, l'officier révolutionnaire ne se distinguait presque pas d'eux ni par son origine sociale, ni par son éducation, ni par son mode de vie lors de la campagne ; il n'y avait pas de parc d'officiers dans les armées de la Révolution, et l'officier, comme le soldat, portait son propre équipement dans son sac à dos. Cependant, l'armée prussienne, la plus modeste en termes de confort pour les officiers, permettait que le commandant de compagnie, en plus de son cheval de selle, dispose de jusqu'à 5 chevaux de bât pour transporter ses bagages, et les sous-officiers de l'infanterie — 1 cheval de selle et 1 cheval de bât. Une réduction supplémentaire des bagages des officiers en Prusse semblait liée à la perte de la dignité d'officier ; ils considéraient sincèrement les officiers révolutionnaires français avec des sacs à dos sur les épaules comme des sous-officiers occupant des postes d'officiers. Et si l'on entend par sous-officier ce lien solide avec la masse des soldats, que possédaient les officiers de la révolution et qui était en dehors des conceptions des officiers prussiens, ils avaient raison.

Une différence encore plus grande existait entre le soldat complètement indifférent au cours des opérations militaires sous l'ancien régime et le soldat de la révolution. Les volontaires de 1791, commettant nombre d'excès, poursuivaient néanmoins leur idée : ils

étaient des défenseurs de la patrie, des apôtres de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, le fusil à la main. Le mot « patriote » était devenu synonyme de révolutionnaire. Et la force efficace des idées révolutionnaires ne s'est pas perdue lors du passage du volontariat au service militaire obligatoire. Les recrues hostiles à la révolution désertaient ou s'intégraient spirituellement à l'organisme militaire et rejoignaient la famille révolutionnaire. L'armée permanente, avec son inclination naturelle pour la tradition, est restée constante pendant la révolution et a commencé à développer une tradition révolutionnaire. À la place du soldat automatique indifférent et passif de l'ancien régime est apparu un nouveau soldat, qui accueillait avec passion les succès et les échecs, désirait se distinguer, se faire remarquer, progresser sur la voie ouverte par la révolution jusqu'aux grades les plus élevés. Une nouvelle force morale redoutable est née, qui a permis d'utiliser des tactiques inacceptables sous l'ancien régime.

**Formation dispersée et colonne.** Les qualités exceptionnelles du nouveau matériel militaire n'ont pas immédiatement attiré l'attention. Encore Maurice de Saxe remarqua que, par sa nature, le soldat français convient mieux à la guerre légère (c'est-à-dire au rôle d'infanterie légère) qu'aux actions en ligne. Désormais, il était tout à fait impossible de maintenir les soldats français en formation déployée sous le feu — toute l'infanterie française se transformait en infanterie légère, se dispersant immédiatement, utilisait largement et habilement des objets locaux, pénétrait dans les villages et les maisons, ce que tous les chefs du XVIII<sup>e</sup> siècle évitaient après l'expérience infructueuse de la bataille de Höchstädt.

La question de savoir dans quelle mesure il est acceptable d'utiliser un abri au combat est l'une des plus difficiles à résoudre de manière générale, car l'importance essentielle réside dans les forces morales du soldat, sur lesquelles l'abri peut avoir un effet très positif ou très négatif au combat. Il ne fait aucun doute que le général Mac avait raison lorsqu'il rapporta à l'automne 1796 un phénomène indésirable : les soldats autrichiens, imitant les Français sur le théâtre d'opérations accidenté des Flandres, commencèrent à employer la tactique de formation dispersée et à utiliser des abris, qu'il était ensuite impossible de faire attaquer, car l'abri détendait moralement les combattants. Chaque commandant, en préservant la vie des soldats en les abritant derrière une butte, au prix de la destruction de la force coercitive de la formation et de la diminution de l'importance du collectif tactique, doit avoir une idée claire de la mesure dans laquelle il peut compter sur la conscience individuelle du combattant.

L'autorité des officiers a été fortement ébranlée dans les premières années de la révolution ; les notions de discipline subsistaient toutefois dans l'armée française, car presque tous les officiers supérieurs avaient servi comme officiers et soldats sous l'ancien régime, mais tant que la masse des soldats n'était pas reprise en main et que les exercices de formation n'avaient pas repris (1797), dans les unités révolutionnaires, malgré le recours fréquent à la peine capitale — la fusillade —, la discipline laissait beaucoup à désirer. En ordre dispersé, les soldats échappaient complètement au contrôle de leurs supérieurs, et lorsque l'ordre de combat se présentait sous la forme de plusieurs chaînes dispersées, les troupes révolutionnaires subissaient souvent des catastrophes : elles allaient au combat en chantant des chants révolutionnaires, criant « vive la montagne », « vive la république », mais lorsqu'elles étaient prises sous les balles, la lâcheté prenait le dessus et le champ se couvrait de fuyards.

Pour garder les soldats sous contrôle, les commandants n'avaient qu'un seul moyen : rassembler en colonnes tout ce qui se trouvait derrière le premier rang dispersé. La colonne, comparée à la formation en désordre, a des propriétés inverses. On ressent plus fortement le collectif, les rangs arrière soutiennent les rangs avant, l'individu dans la colonne se fond spirituellement, perd son individualité, est plus facile à gérer, exécute mieux les ordres, est plus facile à discipliner. Les officiers français, autrefois incapables de maintenir les soldats en formation déployée, se sont rapidement trouvés capables, dès qu'un certain autorité est

apparue, de maintenir l'ordre dans la colonne, de conduire la colonne dans le feu ennemi et de la jeter à l'attaque.

L'enthousiasme révolutionnaire a trouvé de nouvelles formes de combat : la chaîne de tir, dans laquelle on pouvait donner au tireur une certaine autonomie, exploiter son intérêt pour le succès du combat, ce qui le rendait audacieux et ingénieux ; quelques fusils rayés ont été distribués dans les compagnies, dont la cadence de tir était négligeable comparée aux fusils à canon lisse, mais qui permettaient des tirs précis, la possibilité de toucher au choix les chefs ennemis dans la formation en ligne ; et derrière cette chaîne de tir, les colonnes manœuvraient, se rassemblaient et se lançaient à l'attaque. Les mêmes soldats qui, dispersés, ne supportaient pas la menace d'une attaque ennemie, dans la colonne pouvaient, avec un immense élan moral, mener l'attaque jusqu'au bout.

La colonne était un excellent moyen d'obtenir un avantage numérique au point d'attaque par 4, 6 et 10 fois. À l'époque de la tactique linéaire, la question de la supériorité numérique n'a pas attiré beaucoup d'attention ; et en tactique, à l'instar de Leuthen et de Rossbach, on privilégiait une petite armée, mobile et souple, capable de manœuvrer rapidement, plutôt qu'une armée nombreuse mais maladroite ; Et les généraux eux-mêmes ne prenaient souvent pas en compte l'importance de concentrer toutes les forces sur le champ de bataille. À partir de la Révolution française, tant en théorie qu'en pratique, la traduction quantitative a commencé à prendre une importance exceptionnelle dans le secteur décisif du champ de bataille. Une tâche particulièrement importante de l'administration était maintenant d'assurer cette supériorité numérique. Lorsque la colonne reprit l'attaque furieuse des *Landsknechts*, elle commença à tenir compte de la pression morale exercée sur l'ennemi par la masse dense et profonde de l'infanterie, qui avançait irrésistiblement ; Les tactiques de choc étaient nées. La proclamation de la signification du nombre était une conclusion logique de la transition de la révolution vers les armées de masse.

Si la combinaison de la ligne de feu et de la colonne a été organiquement déversée à partir du matériel du nouveau soldat qui remplissait les régiments de la République, alors il faut admettre que le processus d'assimilation de la nouvelle tactique a été dans une large mesure préparé et guidé par les réalisations antérieures de la pensée militaire française – les œuvres de Folard et de son école et les polémiques qui se sont développées autour d'eux. Même les règlements de 1791, malgré toute leur direction linéaire, pour le bien du côté opposé, comprenaient la formation d'un bataillon fermé à deux pelotons à partir du milieu, sans indiquer le sens de cette construction. Cette formation fut largement utilisée par les armées de la révolution et par Napoléon comme colonne d'attaque.

**Artillerie.** L'augmentation colossale du nombre des armées révolutionnaires se faisait presque exclusivement par l'accroissement de l'infanterie ; le pourcentage de cavalerie et d'artillerie dans l'armée a fortement diminué. À la fin de la guerre de Sept Ans, il y avait 6 ou 7 canons pour 1 000 baïonnettes, tandis que dans les armées révolutionnaires il n'y avait que 1 canon, rarement 2. En revanche, l'artillerie a subi une réorganisation fondamentale. Autrefois, la partie matérielle lourde était transportée au combat par des attelages domestiques, ne pouvait pas manœuvrer et opérait toujours depuis une seule position, à l'exception des canons de régiment que l'infanterie transportait à la main depuis l'époque de Gustave-Adolphe. Griboval a simplifié le système (canon, affût, avant-train) pour le canon de 8 livres, réduisant le poids de 90 à 73 puds, et pour le canon de 4 livres de 60 à 46 puds ; des attelages – quatre-chevaux composés de chevaux d'artillerie avec des soldats pour la conduite – ont été formés. Les batteries ont pu se déplacer dans le champ, en dehors des routes. Chaque division de Carnot a reçu deux batteries, et les canons de régiment ont été retirés. Les nouvelles batteries manœuvraient sur de courtes distances au galop, une partie du personnel étant montée sur des chevaux auxiliaires du canon et sur le caisson de munitions suiveur. Il est devenu possible de concentrer les batteries sur un point où les conditions étaient favorables pour porter un coup ; l'artillerie a largement commencé à utiliser la surprise, en s'avançant à portée de tir de

grappes contre les flancs ennemis ou en se repliant en carrés pour repousser les attaques de cavalerie et d'infanterie. Ce n'est qu'avec la Révolution française que l'artillerie est devenue véritablement une arme à part entière, complètement militarisée. Napoléon a parfaitement utilisé cette mobilité de l'artillerie et a développé la tactique de concentration des moyens d'artillerie sur le point de frappe, pour laquelle il assurait la préservation d'une réserve d'artillerie suffisante. Dans les combats en Europe occidentale, Napoléon se limitait à 1½–2 canons pour 1 000 baïonnettes (Wagram 1809 – 395 canons pour 180 000 hommes, maximum d'artillerie), mais lors de la campagne de Russie, compte tenu du grand nombre et de l'organisation de l'artillerie russe ainsi que de la ténacité de l'infanterie russe, il augmenta le nombre de canons à 3 – 3 1/2 pour 1 000 baïonnettes. La formation de combat en ligne utilisait largement, pour les évolutions, la colonne ouverte à l'échelon, tandis que la colonne serrée n'était autorisée que comme forme transitoire lors du déploiement du front à la tête du mouvement.

Ainsi, l'époque révolutionnaire a considérablement réduit le nombre de canons dans l'armée, mais leur a donné une organisation incomparablement plus solide. L'artillerie mobile des époques de la Révolution et de Napoléon entravait peu les manœuvres de l'armée et influençait bien davantage le résultat des combats qu'auparavant. De moyen de défense positionnelle, l'artillerie s'est transformée en arme puissante d'attaque.

**Tension du combat.** Les combats de l'époque révolutionnaire se distinguaient par une bien moindre effusion de sang que les combats de la période de domination de la tactique linéaire. Le centre de gravité du combat avait été transféré aux actions de formation dispersée. Les esclaves et les parias, dans le cadre strict de la formation compacte de l'armée de Frédéric le Grand, étaient capables de supporter un danger intense et de subir un pourcentage de pertes plus élevé que les combattants révolutionnaires animés d'enthousiasme, dépourvus du soutien d'une puissante volonté collective, du « sens du soutien mutuel », d'une discipline rigoureuse et des traditions de l'armée permanente ; alors que pendant la guerre de Sept Ans, chez les Prussiens et les Russes, parfois même chez les Autrichiens, les unités ayant perdu 50% de leurs effectifs tués et blessés, continuaient, dans des circonstances favorables, à maintenir la formation et accomplir leur mission, dans les unités révolutionnaires, seuls quelques rares cas enregistraient des pertes effectives (sans prisonniers) supérieures à 10 %. En général, les batailles étaient gagnées ou perdues avec 2 à 6 % de pertes pour l'ensemble de l'armée. Si à Zorndorf et Kunersdorf, en quelques heures, jusqu'à 35 000 tués et blessés étaient enregistrés des deux côtés, ce chiffre n'était atteint par l'armée française qu'après plusieurs dizaines de combats au cours d'une année entière de guerre révolutionnaire. La situation changea lorsque dans l'armée française émergea une grande autorité—le général Bonaparte, qui parvint à obtenir des troupes un effort plus intense.

Cette différence dans l'intensité des combats entre les armées révolutionnaires et les armées de l'ancien ordre devient encore plus frappante si l'on prête attention au fait que les terribles massacres de la guerre de sept jours étaient concentrés dans l'espace et dans le temps. L'affrontement de deux armées à l'époque de la tactique linéaire durait 1 à 2 heures et se déroulait sur un secteur restreint de 2 à 3 verstes carrés. À l'époque de la révolution, une opération militaire s'étalait souvent sur 2 à 3 jours ; le développement normal de la puissance de l'assaut de l'armée révolutionnaire jusqu'à la décision nécessitait 5 à 6 heures. Le combat devenait 3 à 4 fois plus long. Et simultanément, la bataille s'étendait sur un front beaucoup plus vaste, atteignant 10 à 20 verstes ; des zones de terrain considérées comme inaccessibles pour l'ordre linéaire en raison de leur relief ou de leur couverture étaient désormais particulièrement utilisées pour le combat et les manœuvres enveloppantes par les troupes françaises.

La répartition des efforts dans le temps et l'espace reflète, entre autres, la faiblesse du commandement. L'imprécision de la tactique révolutionnaire s'expliquait en partie par le manque de confiance et d'autorité des chefs, et en partie était stimulée par de nouvelles

données de l'art militaire — la conduite du combat en profondeur et l'apparition de divisions autonomes.

**Divisions.** En tactique, le passage à de nouvelles formes était dicté, en fin de compte, non pas par les considérations des théoriciens, mais par la nécessité ; de la même manière, les armées révolutionnaires, poussées par le besoin, ont fait un nouveau pas en avant dans la stratégie. Les armées de masse, mobilisées par la révolution, n'avaient qu'un très modeste train de bagages. La révolution ne disposait que d'hommes. Même sous Napoléon, lorsque, en 1806, le nombre de chariots dans les unités fut augmenté, le régiment français disposait encore d'un train de bagages six fois plus petit que le régiment prussien. Cette réduction n'était nullement faite uniquement au détriment du confort des officiers : beaucoup de choses précieuses pour les soldats étaient sacrifiées. Derrière le régiment d'infanterie prussien : 60 mulets transportaient des tentes pour tous les soldats. Les Français n'avaient ni tentes, ni moyens de les transporter. Dans ces conditions, le bivouac en plein air n'était acceptable pour les troupes françaises qu'en cas exceptionnel et selon les conditions de combat. Normalement, l'armée révolutionnaire ne passait pas la nuit dans un camp nivelé et commun, comme les armées de l'ancien régime, mais se logeait dans les villages, en se dispersant selon les divisions.

La division de l'armée en divisions avant la révolution ne pouvait avoir qu'une importance secondaire, car toute l'armée se couchait ensemble pour la nuit : seules des unités latérales étaient détachées des forces principales, à gauche et à droite, pour compliquer la recherche des petites unités ennemis le long des voies de communication. Désormais, toute l'armée devait se rassembler uniquement pour le combat ; en campagne ou pour la nuit, elle se dispersait en divisions, et cette subdivision, ainsi que la formation ultérieure en corps d'armée, prit une grande importance. La nouvelle armée en repos s'étendait sur un front considérable, mais ce n'était pas un cordon appuyé sur la disposition fortifiée de différentes unités éparpillées, à laquelle le vieux régime avait parfois recours. Une division isolée, en cas d'attaque ennemie, devait soit tenir le combat jusqu'à l'arrivée d'autres unités, soit se retirer à temps en combattant vers les autres unités. Cette tactique, appliquée par la révolution, avait déjà été prévue par Guibert, qui voyait dans la division des forces et leur concentration soudaine avant le combat une tâche favorable pour le commandant. La nouvelle tactique, avec la séparation des divisions et corps d'armée aux flancs du centre de l'armée parfois sur toute une étape, nécessitait bien sûr des personnes beaucoup plus responsables et indépendantes aux postes de commandants de division, qui jusque-là n'étaient que des relais des ordres du commandant en chef de l'armée. Ces chefs particuliers, arrivés à travailler de manière autonome dans le domaine de la tactique et capables de prendre des initiatives tactiques, n'étaient pas connus des troupes de l'ancien régime et sont apparus avec les armées révolutionnaires.

**Approvisionnement.** Le logement pour la nuit dans des maisons privées, inacceptable pour un soldat enrôlé susceptible de désérer, était entièrement compatible avec les qualités morales du soldat révolutionnaire, qu'il n'y avait aucune raison d'isoler de la population civile ; il était nécessaire pour permettre de résoudre la question de son alimentation. En raison du désordre dans l'administration de l'arrière, les magasins de vivres chez les Français se trouvaient souvent vides, il manquait des moyens de transport, et l'approvisionnement en pain de campagne ne s'organisait pas. Ainsi, tout en ne portant pas fondamentalement atteinte au système de magasins, il a fallu utiliser largement les moyens locaux. Le régiment, ayant reçu une section du village, distribuait les officiers et les soldats pour la nuit dans les maisons ; le propriétaire était tenu de non seulement héberger ses pensionnaires pour la nuit, mais aussi de les nourrir. Lors de manœuvres rapides, surtout dans des régions non ravagées par la guerre, ce système donnait des résultats satisfaisants ; mais dans les périodes d'arrêt, il fallait organiser l'approvisionnement, ne serait-ce qu'une partie du pain. Le soldat de la Révolution recevait du pain blanc, mais il lui arrivait assez souvent de jeûner. Le système

d'utilisation des moyens locaux exigeait une grande conscience de la part des soldats et, avec des commandants faibles, représentait souvent une tentation pour la discipline, transformant des régiments entiers voire des armées en foules de maraudeurs et de pillards. La défaite des armées françaises de Jourdan et Moreau, qui envahirent la Bavière en 1796 et se retirèrent sur le Rhin, a été partiellement causée par la perte de leur capacité de combat, due à un recours excessif au pillage de la population locale.

L'armée de l'ancien régime ne prenait absolument pas en compte les intérêts de la population sur le théâtre de la guerre : la lutte se déroulait entre les gouvernements, mais non entre les peuples. Avec la révolution, la situation de la population dans la zone de manœuvre des armées s'est aggravée. Chez le soldat révolutionnaire, dans ses relations avec la population, se sont manifestées des caractéristiques du mercenaire du XVIe siècle ; mais tandis que ce dernier ne prenait que par le droit de la force, l'idéologie révolutionnaire, qui menait la guerre par le biais du service militaire obligatoire, reconnaissait que la population civile devait fournir aux défenseurs mobilisés de la patrie tout ce qui était nécessaire à leur subsistance. La guerre cessait d'être une affaire de pouvoir et pesait sur toutes les classes.

Adoptées par nécessité, les nouvelles méthodes d'approvisionnement ont radicalement réduit les convois des armées révolutionnaires, rendant ces dernières incomparablement plus mobiles, moins sensibles à la perte de leurs moyens de communication, très capables de pénétrer dans l'arrière de l'ennemi et ouvrant la possibilité de renoncer complètement au système des cinq étapes. À partir de ce moment, la tâche de l'approvisionnement de l'armée n'était plus résolue selon un modèle, mais en fonction de la situation. Les vastes « systèmes fluviaux » de l'Allemagne ont offert à Napoléon la possibilité de concentrer rapidement et de transférer les magasins formés par ses transports — de constituer, dans les cas nécessaires, des stocks de mouvement importants ; les ressources locales accrues en Europe au début du XIXe siècle, en lien avec le passage aux cultures plurielles et à la pomme de terre, ont permis de se passer d'approvisionnements venant de l'arrière lors de marches rapides. Et la combinaison, adaptée à ce cas particulier, de l'interaction de ces trois méthodes d'approvisionnement permettait aux armées issues de la Révolution de l'Empire d'opérer, non plus à 125 verstes des magasins de base comme dans le système des cinq étapes, mais de porter des coups écrasants aux royaumes et aux empires sur des lignes opérationnelles de près de 1 000 verstes, de la Mayenne au Narew.

**Bülow.** Les méthodes révolutionnaires de guerre sont restées la monopole de la France de 1794 à 1806, lorsque l'archiduc Charles a commencé, à l'instar des Français, à rééduquer l'armée autrichienne. Cette monopole doit en grande partie ses succès à la Révolution et à Napoléon. Comment un bond aussi important de l'art militaire a-t-il pu rester inaccessible aux étrangers pendant si longtemps ? Une multitude d'officiers prussiens, fiers des traditions des victoires de Frédéric le Grand, soutenaient l'attaque majestueuse en ligne déployée : à leur avis, «seuls les enfants de la nature se dispersent et mènent un combat de tireurs en échelons». Mais même les esprits brillants ne comprenaient pas toujours les nouveaux phénomènes de l'art militaire.

Le penseur militaire le plus large et le plus brillant de l'époque révolutionnaire était Heinrich Dietrich Bülow (1760-1806), connu pour son ouvrage renommé « L'esprit du nouveau système militaire » parut en 1799. L'ami de Bülow, Berenhorst, à travers le prisme de préjugés de classe et professionnels, ne pouvait discerner les nouveaux phénomènes positifs dans l'art militaire des armées révolutionnaires et ne pouvait reconnaître la compréhension militaire et le talent des généraux révolutionnaires — tels que le jeune Moreau, l'instructeur d'escrime Augereau, l'imprimeur Brünn, le chirurgien Jourdan, l'artiste Saint-Cyr, le maréchal des logis Gosh, le fils de cordonnier Ney — et en vint à renier complètement l'art militaire, expliquant la réussite militaire uniquement par le hasard, et ne conservant qu'une seule règle : foncez, à travers tout ! Bülow, quant à lui, parvint à s'élever au-dessus de ce scepticisme et créa un enseignement positif. La théorie de Bülow repose sur l'affirmation de Rousseau, selon

laquelle les causes des défaites sur le terrain doivent être recherchées chez soi, que la guerre n'est que la superstructure de la vie pacifique de l'État, et que la politique est un concept englobant la stratégie. En un mot, la stratégie dans sa compréhension moderne nous la devons à Bülow. Dans le langage militaire, il introduisit le concept de base, c'est-à-dire cette zone frontière, équipée à l'avance de forteresses et de magasins, sur laquelle la manœuvre des armées constitue la superstructure immédiate, ainsi que la notion de déploiement stratégique des masses — acte précédent le début des grandes opérations. Bülow réussit à comprendre de nombreux phénomènes nouveaux de l'art militaire — par exemple, l'importance des masses, du nombre de soldats et des moyens matériels, ainsi qu'à saisir la nouvelle tactique ; mais il surestima l'importance du système de magasins, ne remarqua pas le recours large aux ressources locales ; considérant les actions militaires comme une superstructure, il sous-estima l'importance du combat et des forces morales. Il était enclin à penser que les guerres à l'avenir seraient résolues uniquement par la manœuvre et, en 1805, à l'époque de l'apogée de l'écrasement napoléonien, proclama que les batailles ne se livreraient plus.